

prevlink
Santé au travail

fiche infos
Employeurs

le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)

Guide méthodologique

Entreprises de plus de 50 salariés



DUERP : cadre réglementaire

« L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs »

qui est concerné ?

L'élaboration du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) est une **obligation légale pour tout employeur.** Elle consiste à consigner et à actualiser, dans un « document unique », les résultats de l'évaluation des risques professionnels.

Cette obligation s'applique à toutes les entreprises employant des salariés, sans condition de seuil d'effectif. Elle concerne l'ensemble des travailleurs, y compris ceux en CDD, les intérimaires, les stagiaires, les travailleurs handicapés en ESAT, ainsi que les salariés d'entreprises extérieures présents sur le site (sous-traitants, prestataires, travailleurs mis à disposition, etc.).

🔎 Qu'est-ce qu'un risque professionnel ?

Il correspond à la possibilité qu'un salarié subisse une **atteinte à sa santé** en raison de son activité professionnelle, compromettant ainsi sa capacité à poursuivre ou à reprendre son travail.

zoom sur les prestataires externes

De plus en plus d'entreprises recourent à des prestataires externes pour effectuer des travaux ou services. Les salariés de ces entreprises extérieures interviennent alors sur des sites inconnus, dans des environnements nouveaux, parfois en présence d'autres intervenants. Cette diversité d'acteurs et la méconnaissance des situations de travail peuvent accroître les risques existants et en générer de nouveaux.

La formalisation d'un plan de prévention peut être nécessaire (circulaire DRT n° 93-14 du 18 mars 1993) afin de recenser toutes les mesures de prévention concernant une même opération.

Pour en savoir plus, consultez la plaquette Prevlink



quelles sont les règles ?

La forme

La réglementation n'impose pas de modèle. Cependant, son contenu doit être cohérent, lisible, traçable et surtout synthétique. Tout type de support peut être utilisé, mais le format numérique est à privilégier.

Le contenu

Il permet d'identifier les risques auxquels les salariés sont exposés et à faire l'état des lieux des mesures de prévention existantes.

L'accessibilité

Les représentants du personnel (membres du CSE), les salariés, le médecin du travail et d'autres personnes extérieures (ex : inspection du travail…) doivent avoir accès au document.

Veillez à ce que votre évaluation des risques ne contienne aucune donnée personnelle, notamment les noms des salariés, conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Prevlink met à votre disposition un modèle au format Excel.*

Demandez-le dès maintenant à **prevention@prevlink.com**

La mise à jour

Elle doit être effectuée au moins **une fois par an.** Cependant, dans certains cas, une mise à jour est nécessaire : à chaque **aménagement important** modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail **ou bien** lorsqu'une **information supplémentaire** concernant l'évaluation d'un risque est recueillie.

La conservation

L'évaluation des risques initiale, ainsi que toutes ses mises à jour, doivent être conservées dans l'entreprise, et ce pendant 40 ans. Son accès doit être connu des salariés et mis à leur disposition par tous les moyens (affichage, intranet, …).

*les entreprises adhérentes restent libres d'utiliser les modèles ou les logiciels de leur choix.



PAPRIPACT et DUERP : quelles différences ?

Le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) et le PAPRIPACT (Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail) sont **complémentaires**. Ils représentent les deux aspects de la prévention des risques professionnels au travail.



Le **Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels** recense et consigne les résultats de l'évaluation des risques professionnels, qu'ils soient physiques ou psychosociaux.

Il repose sur une analyse approfondie des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, ainsi que sur des échanges avec les professionnels et les membres du Comité Social et Économique (CSE). Son objectif est d'identifier et de mettre en évidence les dangers liés aux postes ou aux situations de travail susceptibles de compromettre la sécurité et la santé des salariés dans l'exercice de leurs fonctions.

VS



Le PAPRIPACT est un document obligatoire pour les entreprises de 50 salariés et plus. Il découle du DUERP et détaille les mesures de prévention à mettre en place, les ressources mobilisées et le calendrier d'exécution afin de garantir la santé physique et mentale des salariés au travail. Il doit être présenté au CSE/CSSCT.

De quoi est-il constitué ? Il n'existe pas de modèle officiel, mais pour remplir sa fonction, il devra contenir :

- une **description précise** des mesures de prévention mises en place dans l'entreprise
- **la liste des objectifs opérationnels**
- un **planning** de déploiement
- la **liste des référents** en charge des actions à mener
- le **budget chiffré** des actions mises en place

comment réaliser l'évaluation des risques ?



1 PRÉPARER L'ÉVALUATION

Définir le cadre ainsi que les ressources qui sont dédiées à l'évaluation : moyens organisationnels, moyens humains et moyens techniques.

2 DÉFINIR LES UNITÉS DE TRAVAIL

Regrouper les salariés exposés aux mêmes risques, assurant un document simple et opérationnel.





3 IDENTIFIER LES DANGERS ET LES RISQUES

Identifier tous les éléments pouvant nuire à la santé des salariés (équipements, agents chimiques ou biologiques, méthodes et organisation du travail) pour chaque unité de travail.

4 ÉVALUER ET HIÉRARCHISER LES RISQUES

Évaluer et hiérarchiser les risques en prenant en compte les mesures de prévention existantes.





5 TRANSCRIRE LES RÉSULTATS DANS UN DUERP

Formaliser des actions de prévention à mettre en place ainsi qu'un plan d'action.

6 SUIVRE LES ACTIONS MISES EN PLACE

Effectuer un suivi régulier.
Désigner un référent en charge de la mise en œuvre et définir un délai de réalisation.



méthode basée sur l'INRS

étape 1

étape 1

préparer l'évaluation des risques



Réunir les acteurs

- des membres de la **direction**
- **des** membres du **Comité Social et Economique (CSE)**
- Le **salarié désigné compétent** en prévention des risques professionnels
- Des **salariés**

Au besoin, des intervenants extérieurs peuvent être associés : service de prévention et de santé au travail, CARSAT, CRAMIF, ARACT, consultant extérieur, etc.

Faire un état des lieux

Avant d'aborder l'évaluation des risques, un certain nombre de données, d'indicateurs et de documents peuvent être réunis et analysés *(recensement et analyses des accidents du travail, fiches de poste, fiche d'entreprise, plans des locaux, fiche de données de sécurité, etc.)*.

étape 2

étape 2



définir les unités de travail

La définition des unités de travail permet de regrouper des salariés exposés aux mêmes risques. Trois critères sont possibles pour définir une unité de travail : **géographique** (salariés situés dans un même lieu de travail), **par service** ou **par poste.**

Il peut être pertinent de créer une unité de travail qui regroupe les risques communs à l'ensemble des salariés. *Exemple : regrouper les risques liés aux infrastructures (risques électriques, incendies, etc.).*

étape 3

étape 3

identifier les dangers et les risques

Si vous avez identifié des risques qui ne sont pas abordés dans ces guides, **ajoutez-les !**



Risques physiques

Vous pouvez vous aider des brochures INRS pour le repérage des risques physiques et consulter les suggestions des mesures de prévention adaptées.

Brochure ED 840

Risques psychosociaux

Dans le cadre de l'évaluation des risques psychosociaux, il ne s'agit pas d'identifier la gravité potentielle du dommage ou la fréquence d'exposition au risque, mais plutôt de déterminer le niveau de risque.

Brochure ED 6403



étape 4

étape 4

évaluer et hiérarchiser les risques



Après avoir identifié les risques auxquels sont exposés les salariés, il faut les évaluer et les hiérarchiser.

L'objectif de cette étape est de définir des priorités en vue de programmer des actions de prévention. Pour chaque risque identifié, un travail de cotation devra être effectué.

La cotation, selon la méthode proposée, consiste à **croiser 3 critères.**

Critère 1 : la gravité potentielle du dommage

Très grave	Grave	Modérée	Faible
Accident mortel	Accident avec séquelles	Accident avec arrêt sans séquelles	Accident sans arrêt ni séquelles

Critère 2 : la fréquence d'exposition aux risques

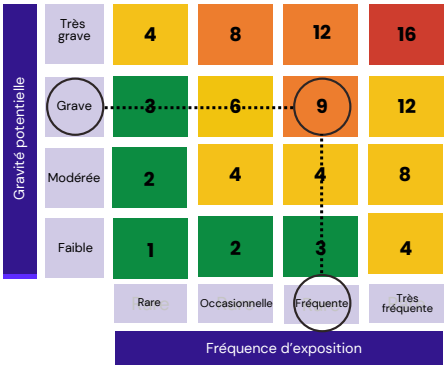
Très fréquente	Fréquente	Occasionnelle	Rare
Quotidiennement	1 à plusieurs fois/semaine	1 à plusieurs fois/mois	1 à plusieurs fois/trimestre

Critère 3 : les mesures de prévention existantes

Absence de mesures de prévention	1
Prévention existante mais pas toujours efficace ou mise en oeuvre. Existence d'accidents et comportements à risque.	2
Prévention existante mais pouvant être améliorée ou complétée. Absence d'accidents, mais persistance de comportements à risque.	3
Prévention efficace. Elle inclut des mesures collectives et individuelles sur les plans techniques, organisationnels et humains. Absence d'accidents, comportements à risque rares.	4

Ces échelles sont modifiables et adaptables en fonction des entreprises et de leurs activités.

À l'aide de ces échelles, il vous faudra tout d'abord évaluer le niveau de priorité sans prendre en compte les mesures de prévention existantes (priorité initiale).



Légende

- **risque maitrisé** *Le risque est à surveiller.*
- **risque faible** *Le risque est à surveiller et des actions sont à prévoir.*
- **risque important** *Le risque est à surveiller et des actions doivent être planifiées de façon prioritaire.*
- **risque préoccupant** *Nécessité d'arrêter l'activité et de mettre en place des actions immédiates.*

Ensuite, il vous faudra évaluer la maitrise du risque en prenant en compte les mesures de prévention existantes, qui peuvent être :

- **techniques** : actions sur les systèmes techniques (matériel, équipements, environnement physique de travail)
- **humaines** : actions sur les salariés (formation, information, etc.)
- **organisationnelles** : actions sur l'organisation du travail (organisation de l'activité de travail, horaires de travail, etc.)

Exemple

🛠️ **Situation de travail** : ouverture de cartons avec cutter
⚠ **Risque identifié** : coupure aux mains/doigts

Évaluation du risque initial
Gravité : **3** (blessure avec arrêt)
Fréquence : **3** (usage quotidien)
Risque initial = 3 × 3 = **9**

le risque initial est identifié en fonction du croisement des critères 1 et 2 (fréquence et gravité) par le biais d'une multiplication

Mesures de prévention existantes
Gants anti-coupure, cutter sécurisé & formation
Efficacité : **3** (mesures bien en place)
Risque final = 9 ÷ 3 = 3

Pour évaluer la maîtrise de ce risque, on intègre ensuite le critère 3 : les mesures de prévention déjà en place.

➡ **Priorité d'action : modérée, à surveiller**

la priorité d'action est déterminée

Exemple succinct d'évaluation des risques :

Logo de la société	Date de création : JJ/MM/AAAA	Date de révision : JJ/MM/AAAA	Version n° 25
Rédacteurs : Mme DUFOUR M. DUPONT	Unité de travail : agent de propreté		
	Effectif concerné par l'unité de travail : xxxx		

Identification des risques	Situations dangereuses	Hiérarchisation des risques				Programme d'action de prévention		
		Gravité	Fréquence	Priorité initiale (1 à 4)	Impact des mesures de prévention existantes	Priorité finale (1 à 4)	Mesure de prévention à mettre en place	Responsable de l'action et délais
Risques liés aux circulations, chute de plain-pied, heurt	Déplacement dans les locaux de travail (glissades, trébuchements)	Faible	Fréquent	4	Port de chaussures antidérapantes	3	-Dégager les voies de circulation	M. Dupont JJ/MM/AAAA
Risques liés aux manutentions manuelles	Port de charge lors du réapprovisionnement des stocks (<5kg) : cartons de consommables, produits, etc.	Modérée	Très fréquent	8		8	-Fournir un équipement adapté d'aide à la manutention (chariot)	Mme Dufour x/x/18
Risques chimiques	Utilisation de produits chimiques d'entretien : corrosif, irritant	Grave	Très fréquent	12	-Sensibilisation à l'utilisation de produits chimiques -Port de gants adaptés	6	- Remplacer par un produit moins dangereux	Mme Dufour x/x/18
Risques routiers	Déplacement en véhicule motorisé (risques d'accidents de la route)	Très grave	Très fréquent	16		16	- Sensibiliser aux risques routiers Limiter les déplacements - Entretenir périodiquement les véhicules	M. Dupont x/x/18

Il n'y a pas de niveau de priorité nul ou négatif. Si l'abaissement du niveau de priorité initiale donne un résultat inférieur ou égal à 1, le niveau de priorité finale sera 1 (risque vert : maîtrisé). **Le modèle Excel fourni par Prevlink intègre des calculs automatisés.**

étape 5

étape 5

transcrire les résultats dans un DUERP

L'identification des risques professionnels n'est pas une fin en soi. L'objectif du document est de mettre en place des actions de prévention. Pour cela, il est important de prendre en compte les critères suivants :

- **suivre les priorités définies (dans l'étape 4)**

Au besoin, ces priorités peuvent être ajustées.

- **recueillir les idées des salariés**

Ils sont les premiers concernés par les mesures qui vont être mises en place et peuvent être force de proposition.

- **apprécier la pertinence des mesures**

Attention à ne pas générer de nouveaux risques ou à ne pas les déplacer.

- **s'assurer que les différentes catégories de mesures de prévention ont été envisagées**

Techniques, humaines, organisationnelles.

- **tenir compte du ratio coût/bénéfice (humain, financier, organisationnel)**

Il convient d'apprécier la cohérence entre les possibilités financières de l'entreprise, le coût de la mesure envisagée, l'impact sur le risque identifié et les exigences de l'activité de l'entreprise.

étape 6

étape 6

suivre les actions de prévention mises en place

Une fois défini, **le plan d'action** doit faire l'objet d'un **suivi régulier**. Pour chaque mesure, il est nécessaire de désigner **un référent en charge de sa mise en œuvre** et de définir un délai de réalisation. Il est également conseillé de désigner **un responsable** chargé de faire un point périodique avec les différents référents.

Nous vous conseillons de suivre certains indicateurs pour apprécier l'efficacité des mesures mises en place : nombre d'accidents/maladies professionnelles, mouvements du personnel, taux d'absentéisme, etc.

Besoin d'aide ? Prevlink propose un webinaire dédié !

Rendez-vous sur notre site internet pour connaître les prochaines dates.

prevlink

Santé au travail

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ?

NOS PRÉVENTEURS VOUS RÉPONDENT
prevention@prevlink.com

Prevlink
80, rue de Clichy – 75009 PARIS

www.prevlink.com

©Prevlink – Toute reproduction, même partielle est interdite. Document réalisé par les professionnels de Prevlink – 05.2025